

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement
57 rue des Vinaigriers
75010 Paris
tél: 01 48 24 11 88
fax: 01 48 24 11 83
mail: pcfparis10@gmail.com

à Paris^e

JUIN-JUILLET 2014

QUARTIER DE LA RÉPUBLIQUE opération de rénovation énergétique des logements anciens

Dans le cadre du Plan Climat adopté en 2007 par la majorité municipale, différentes opérations de rénovations thermiques ont été entreprises dans le parc social de la ville. Cette fois, il s'agit d'une opération qui concerne l'habitat ancien du secteur privé, au moyen d'une OPAH (*Opération programmée d'amélioration de l'habitat*) lancée en février 2013 dans le secteur de la République, sur un périmètre qui comporte près de 600 immeubles (environ 12000 logements) implantés sur les 3, 10 et 11^{èmes} arrondissements.

Depuis son lancement, 55 copropriétés volontaires se sont engagées dans cette démarche qui leur a permis de bénéficier d'un accompagnement par une équipe pluridisciplinaire de techniciens capables d'établir un diagnostic sur les aspects architecturaux, thermiques et socio-économiques spécifiques à chaque immeuble. Déjà, 28 copropriétés ont bénéficié de ce diagnostic gratuit. Elles sont désormais en capacité de définir un programme chiffré de travaux et d'établir un plan pluriannuel de financement, en fonction des urgences et de leurs moyens, en couplant ces travaux de recherche d'économies d'énergie aux opérations d'entretien prévues par la copropriété.

Lors de la réunion publique qui s'est tenue le 6 mai dernier, les représentants de nouvelles copropriétés du secteur ont été invités à répondre à un deuxième appel à candidatures (clôture le 11 juillet) pour adhérer à l'OPAH et bénéficier également d'une assistance à chacune des étapes et en particulier à celle de la recherche des différentes aides mobilisables (ville, région, État, crédits d'impôts, Éco-prêt à taux zéro...).

La ville de Paris s'est engagée à réduire de 25% les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre à l'échéance de 2020. Les bâtiments d'habitat et du tertiaire représentent à eux seuls 27% des consommations énergétiques de la capitale. Le nouveau rapport du GIEC (*Groupement intergouvernemental sur l'évolution du climat*) confirme l'urgence de mener des politiques résolues de réduction des gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement climatique.

Cela nécessite des investissements considérables qui ne pourront pas être supportés par les seuls particuliers. Un engagement fort de l'État est incontournable pour relever ce défi d'une rénovation massive des logements anciens, y compris ceux habités par les résidents les moins favorisés.

Un moyen de relancer l'activité de tout un secteur économique et de créer des emplois.



Dante Bassino, nouvel adjoint au maire du 10^{ème} en charge du Logement, souhaite que de nouvelles copropriétés s'engagent dans l'OPAH de la République et que d'autres projets de rénovation énergétique soient initiés dans le 10^{ème}

SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ reconstruire la gauche

Le résultat des élections européennes est clair et sans appel. Si, dans le 10^{ème} arrondissement, on note une gauche qui se maintient grâce en particulier au progrès de la liste du Front de gauche (8,3%, en augmentation de 1,5 point et de 500 voix par rapport aux élections européennes de 2009), il en va tout autrement au niveau national. La politique d'austérité pratiquée par le gouvernement est désavouée par les électeurs qui en subissent les lourdes conséquences: augmentation du chômage et de la précarité, baisse du pouvoir d'achat. Le FN réussit à apparaître comme porteur d'une alternative face au manque d'emplois. Il surfe également sur l'individualisme et le rejet de l'autre. Il est bien aidé en cela par les politiques des ministres de l'Intérieur successifs désignant l'immigration comme un problème. Pourtant, s'il existe bien un problème, c'est celui que le capital fait peser en exigeant toujours plus de rentabilité, en attaquant sans cesse la protection sociale, en spéculant toujours plus, au risque d'ajouter une nouvelle crise à celle en cours. Il faut d'urgence changer le cap des mesures gouvernementales. Face aux déclarations de Valls et Hollande qui annoncent vouloir poursuivre et accélérer les politiques mises en œuvre, il est indispensable de rassembler toutes celles et ceux qui veulent porter une politique sociale de gauche pour la mettre en œuvre le plus rapidement possible. C'est sur ce thème : *Sortir de l'austérité, reconstruire la gauche* que les communistes parisiens engagent dès maintenant une campagne de rencontres et de débats.

Dante Bassino, adjoint au maire du 10^{ème}, délégué au Logement

APRÈS LA VICTOIRE AU 50 BD DE STRASBOURG

un autre salon d'onglerie/coiffure au n°57 est occupé !

La victoire fut totale ! Après plus de 70 jours d'occupation de leur lieu de travail, les sept grévistes du 50 boulevard de Strasbourg (4 chinoises, 1 chinois et 2 ivoiriennes) ont été régularisés (cf. pcfparis10.fr). Une grande joie pour eux et pour l'ensemble de leurs soutiens, à commencer par la CGT et le PCF 10ème. Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, s'est rendu à la fête de victoire le 28 avril, aux côtés des élus communistes du 10ème. Les travailleuses victorieuses étaient également en tête de la manifestation du 1er mai ! Une preuve que la lutte paie. Un mois après la fin de la grève, toutes ont trouvé un emploi déclaré.

Depuis le 22 mai, une autre boutique d'onglerie/coiffure du boulevard de Strasbourg (au 57) est occupée par des travailleurs, là encore des femmes essentiellement. Ce sont 20 salariés qui ont décidé de se mettre en grève, car non payés depuis l'ouverture de la boutique en décembre, non déclarés, dont 17 sans papiers. Les travailleurs, aidés de la CGT, occupent leur lieu de travail et les communistes leur apportent tout leur soutien.

Alors qu'une énième proposition de loi sur l'immigration est en préparation, il est temps que le législateur comprenne que les durcissements successifs des conditions de régularisation ne font qu'encourager la dégradation des conditions de travail, le recours au travail dissimulé entraînant un manque à gagner par l'État en termes de cotisations sociales.



Compte tenu de l'importance du travail dissimulé dans ce secteur et des conditions de travail intolérables pour les salariés, les communistes demandent la tenue d'une table ronde regroupant la ville, les services de l'État et les différents acteurs du secteur (organisations syndicales, patrons, propriétaires des baux...). Il faut mettre un terme à cette situation de non-respect de la loi et des réglementations. Le maire du 10ème s'est engagé à tenir rapidement une première réunion de cette table ronde.

FRANÇOISE nous a quittés

Françoise Rastoix, éditrice et traductrice, a créé la première librairie turque en France en 1982. Lieu d'accueil pour les travailleurs, les étudiants et les intellectuels qui venaient de Turquie à Paris, notamment Orhan Pamuk, Nedim Gürsel, Selçuk Demirel et tant d'autres...

La librairie Özgül, située rue de l'Échiquier (10ème), dans le quartier de la « Petite Turquie », était un point de rencontre de toutes les communautés de Turquie (turques, kurdes, arméniennes...).

Françoise, communiste depuis l'âge de 16 ans, nous a quittés suite à un cancer le 12 mai 2014.

Elle avait 56 ans.

le nouveau site PCF10



Un nouveau site de la section PCF du 10ème : articles d'actualité sur Paris et l'arrondissement, l'ensemble des publications À Paris 10, les comptes rendus des conseils d'arrondissement...

www.pcfparis10.fr

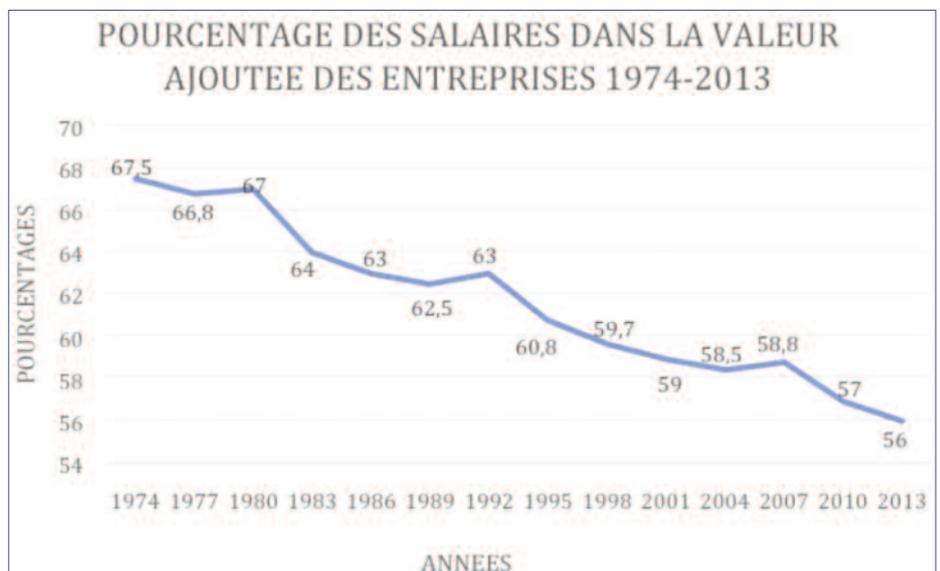
RÉDUIRE LE COÛT DU CAPITAL pour relancer l'économie

Toutes les études s'accordent à démontrer qu'au cours des trente dernières années la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises s'est considérablement réduite.

Un récent rapport de l'OCDE (www.oecd.org/fr/els/emp/) met en évidence que, parmi les causes de cette diminution, il y a la hausse de la productivité, l'intensification de la concurrence, en particulier internationale (les délocalisations), mais aussi ce que le rapport nomme pudiquement « l'accroissement de l'intensité capitaliste » et que l'on peut traduire par le poids du capital : dividendes versés aux actionnaires et coût de la financiarisation de l'économie en particulier les intérêts versés aux banques.

Aussi, vouloir chercher du côté du coût du travail les économies pour relancer la machine économique est un leurre. Seule la volonté de préserver et même d'accroître les revenus du capital justifie cette attaque incessante et pourtant bien inutile contre les salaires et la protection sociale.

Pour le PCF, il est impératif de répartir autrement les richesses produites. La valeur ajoutée créée par l'effort et le travail des salariés doit être réinvestie dans la production, la sécurisation de l'emploi et de la formation. La création d'un nouveau crédit bancaire sélectif et des pouvoirs nouveaux pour les salariés dans les entreprises doivent pouvoir redonner une dynamique à notre économie.



NORD DE L'ARRONDISSEMENT

améliorer le cadre de vie

C'était l'une des priorités de la campagne de Rémi Féraud lors des dernières municipales. Un engagement qui doit se traduire par la concrétisation de plusieurs projets dont celui concernant l'aménagement des boulevards, de Barbès à la place de la Bataille de Stalingrad.

C'est cet engagement qu'a rappelé l'association Barbès, lors du conseil d'arrondissement du 12 mai dernier, en évoquant son projet de « Promenade urbaine » sous le métro aérien. Un projet qui avait été présenté, à l'occasion des élections municipales, aux candidats des 9e, 10e et 18e, ainsi qu'à Anne Hidalgo. Cette promenade permettrait de poursuivre la rénovation des boulevards, déjà entreprise de la place Clichy à Barbès, et de relier plusieurs équipements culturels créés ces dernières années. Cela supposerait une rénovation totale de la voirie et la création d'aménagements urbains valorisant l'espace (activités artistiques, végétalisation, etc.).

Mais, au préalable, un tel projet nécessite une étude approfondie du plan de circulation à effectuer sur les 3 arrondissements concernés, compte tenu des embouteillages réguliers aux carrefours, comme ceux de Barbès ou de la place de la Chapelle devant les Bouffes du Nord. Cette étude devra également intégrer le trafic supplémentaire qui sera généré par le déplacement de l'entrée des



urgences, dans le cadre de la restructuration envisagée de l'hôpital Lariboisière.

Les élus communistes interviendront auprès du maire pour que cette refonte du plan de circulation soit bien intégrée dans le plan pluriannuel d'investissements de la nouvelle mandature, afin que les premières études soient rapidement lancées et qu'une large concertation s'organise. Il n'y a donc pas de temps à perdre.

GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE le voile se lève

Dans l'opacité la plus totale, les USA et l'UE ont entamé des négociations en juillet 2013 en vue de conclure un accord de libéralisation du commerce et de l'investissement, appelé encore « Traité transatlantique ». L'objectif inavoué est d'engager une vaste déréglementation et d'abaisser les normes au profit des multinationales qui luttent partout contre toute réglementation contraignante pour leur business. Ce traité touche notre souveraineté. Par exemple, toutes les lois protectrices de l'environnement pourraient être attaquables par une firme s'estimant lésée. Selon la clause dite du « traitement juste et équitable », les États pourraient être poursuivis pour avoir favorisé leurs services publics. Municipaliser l'eau ou s'opposer à la privatisation de l'énergie pourrait être considéré comme une entrave à la liberté du commerce.

Si ce traité était conclu, les États-Unis reprendraient la main sur l'Europe et obtiendraient ce qu'ils n'ont pu réaliser avec l'OMC dans le cadre du cycle

de Doha. L'heure est à la mobilisation en créant un rapport de forces comme le font les firmes internationales. En 1998, la mobilisation a permis l'enterrement de l'Accord multilatéral sur les Investissements (AMI), ancêtre du Grand marché transatlantique.

Le dépôt à l'initiative des élus communistes d'un vœu, dans de nombreux conseils d'arrondissement et à la séance du Conseil de Paris des 19 et 20 mai dernier, a permis d'ouvrir le débat. Il a débouché sur l'adoption par la majorité du Conseil de Paris d'un vœu demandant la diffusion publique de l'ensemble des documents relatifs à ce traité ainsi que l'ouverture d'un réel débat public et un moratoire sur les négociations afin que les citoyens puissent s'exprimer.

Il demande également qu'en cas d'adoption d'un mécanisme d'arbitrage permettant aux entreprises de porter plainte contre les États au prétexte qu'une loi fait entrave au commerce, la Ville de Paris se déclare « zone hors traité transatlantique ».

DES PRATIQUES POLICIÈRES inacceptables !

Début mai, le site d'information Media-part publiait un article accompagné d'une vidéo montrant une intervention policière dont a été victime une famille Rom, place de la République.

L'action des forces de l'ordre consistait à prendre le matelas sur lequel la famille dormait. Un geste qui n'est pourtant pas de nature à régler un quelconque problème de scolarisation des enfants, de santé ou de précarité subie. En aucun cas, supprimer un matelas ou une couverture à un sans-abri ne va l'aider...

Le fait que les personnes en question soient Roms ne peut justifier qu'elles soient dépossédées de ce qui est leur seule propriété et leur seul élément de « confort ». Ce dont elles ont besoin, c'est un travail de long terme avec les associations, les familles, les services sociaux pour qu'un hébergement soit trouvé, étape indispensable pour trouver un emploi et une scolarisation stable des enfants.

Les élus communistes du 10ème se sont élevés contre l'intervention de la police et ont écrit au préfet afin d'obtenir des explications.

inquiétudes sur le devenir du centre de distribution

Le 13 mai, les postiers du centre de distribution du 10ème du square Alban Satragne se sont mis en grève, à l'appel de la CGT et de SUD, pour s'opposer à un nouveau projet de restructuration. Une réorganisation avait déjà été imposée à la fin 2010, provoquant la suppression de 16 emplois et de 12 tournées. Cette fois, la direction de la Poste prévoit la suppression de 32 emplois entraînant la disparition de 20 tournées auprès des particuliers et des entreprises.

Après une semaine de grève, la direction a fait quelques concessions, mais a maintenu son plan de réduction des personnels. Une décision qui aura des répercussions sur la qualité du service aux usagers et une dégradation des conditions de travail pour les facteurs, avec un allongement des tournées existantes. Il faut rappeler que ces réductions successives de personnel sont sans commune mesure avec la réduction de l'activité postale liée au développement des nouvelles technologies de communication.

Mais un autre projet inquiète les personnels : la direction de la Poste envisage en 2015 de supprimer le centre de distribution du square Alban Satragne situé au centre de l'arrondissement et de transférer les activités de distribution dans le 18ème, bd de la Chapelle. Une implantation totalement excentrée qui va occasionner une nouvelle dégradation des conditions de travail et le recours à des véhicules supplémentaires, dans un quartier déjà surchargé, pour acheminer les postiers sur leur secteur de distribution. Quant au bâtiment d'Alban Satragne, il serait cédé ou vendu, comme une partie de l'important patrimoine de la Poste qui, ces dernières années, fait souvent l'objet d'opérations spéculatives.



les élus communistes (ici Dante Bassino, adjoint au maire, et Dominique Tourte, conseillère d'arrondissement) étaient présents devant le centre pour soutenir l'action des grévistes pour un service public de qualité

Lors du Conseil d'arrondissement du 12 mai dernier, les postiers de la CGT ont interpellé le maire sur ces projets. Un vœu présenté par Dominique Tourte, au nom des élus communistes, a été adopté. Il demandait au maire du 10ème et à la maire de Paris d'alerter la direction de la Poste afin d'obtenir des garanties pour le maintien d'un service postal de qualité dans l'arrondissement et exiger que les projets d'une telle importance soient soumis au préalable aux élus.

Nicolas Bonnet, président du groupe communiste au Conseil de Paris, a demandé une réunion d'urgence de la Commission départementale de présence postale territoriale pour obtenir des précisions de la direction de la Poste sur ce projet préoccupant.

LOCATAIRES des protections renforcées

La crise frappe durement les locataires, en particulier à Paris où le prix des logements a flambé ces dernières années. Aussi assiste-t-on à une recrudescence des impayés de loyers qui sont une des premières causes d'expulsion locative. Chaque année, la ville de Paris consacre plus de 100 millions d'euros pour aider les plus démunis.

Avec le vœu proposé le 12 mai 2014 par Dante Bassino, élu communiste du 10ème, il s'agit d'aller plus loin dans l'aide apportée aux familles en difficultés grâce à la mise en place d'une « Commission locale de prévention des expulsions ». Cette commission, qu'Anne Hidalgo s'est engagée à créer dans tous

les arrondissements, a pour objectif une information systématique et une mobilisation anticipée des ménages menacés d'expulsion, et ce à tous les stades de la procédure, dès que les pouvoirs publics parisiens en sont informés. L'objectif étant de diriger ces personnes vers les soutiens sociaux susceptibles de les aider et permettre ainsi d'éviter le pire : l'expulsion.

Ce vœu, adopté par la majorité municipale, décrète aussi que Paris est déclarée « zone hors expulsion locative » pour tout ménage reconnu prioritaire

DALO et plus généralement pour tout locataire de bonne foi (personne ou famille) menacé d'expulsion.

Diverses mesures sont prévues pour rendre effective cette décision : le vœu demande en particulier que l'État fasse systématiquement une proposition de relogement aux ménages bénéficiant de la protection de la loi DALO, que le Préfet de Police n'accorde pas le concours de la force publique pour l'expulsion de ces familles et de toutes celles occupantes de bonne foi, se trouvant en réelles difficultés de paiement.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DANS LE 10ème

	Front de gauche	PS	EELV	UMP	Centre	FN	Nouvelle donne
2009	6.86%	17.1 %	36.3%	18.88%	7.44 %	2.05%	pas de liste
2014	8.3%	23.2%	21.1%	12.8%	10.9%	6.6%	4.9%
Différentiel de voix	+ 525	+ 1 968	-2 973	-1 082	+ 1 032	+ 1 211	